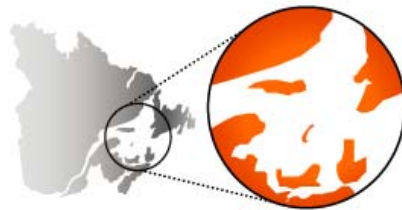


ST-LAWRENCE  
**COALITION**  
SAINT-LAURENT



PÉTROLE ET GAZ  
POUR UN  
MORATOIRE  
DANS LE GOLFE

Commentaires sur l'ébauche de document d'orientation  
dans le cadre de l'évaluation environnementale du

**Projet de forage d'un puits exploratoire par Corridor Resources inc.  
dans le golfe du Saint-Laurent**

présentés à

**l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador  
des hydrocarbures extracôtiers  
(OCTNLHE)**

par

**La Coalition Saint-Laurent**

Rédaction :  
Sylvain Archambault  
Société pour la nature et les parcs du Canada, section Québec (SNAP Québec)  
28 mars 2011

## **Avant-propos**

---

À la suite de la tragédie du 12 mars 2009, où l'écrasement d'un hélicoptère de transport entraînait la mort de 17 travailleurs, le rapport Wells a sévèrement critiqué la structure de gouvernance de l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (OCTNLHE). Le commissaire Wells est d'avis que la gestion des aspects « production » et des aspects « sécurité » par le même organisme régulateur peut conduire à des conflits. Il en appelle donc, dans ce qu'il qualifie être la plus importante recommandation de son rapport, à la prise en charge de tous les aspects reliés à la sécurité des travailleurs et de l'environnement par un organisme de régulation totalement indépendant.

En conséquence, la Coalition Saint-Laurent est d'avis que l'OCTNLHE, tant qu'elle conservera son ancienne structure organisationnelle, ne jouit plus de la légitimité morale nécessaire pour agir comme autorité responsable dans le cadre des évaluations environnementales requises par la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

Toutefois, compte tenu de l'importance des enjeux sociaux et environnementaux reliés à l'exploration/exploitation pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent et compte tenu des grandes préoccupations de la population à cet égard, nous croyons extrêmement important de participer de bonne foi à l'actuel exercice d'évaluation environnementale.

La participation de la Coalition Saint-Laurent à la consultation sur l'ébauche de document d'orientation dans le cadre de la présente évaluation environnementale ne doit donc être en aucun cas interprétée comme une approbation du rôle de l'OCTNLHE en tant qu'autorité responsable.

## 1. - Introduction

La Coalition Saint-Laurent (<http://www.coalitionsaintlaurent.ca/>) a été créée afin de convaincre les instances gouvernementales d'adopter, sans délai, un moratoire sur l'exploration et l'exploitation gazière et pétrolière dans l'ensemble du golfe du Saint-Laurent. La Coalition Saint-Laurent vise à rallier autour de cette position commune l'ensemble des communautés qui jouissent des ressources naturelles du golfe Saint-Laurent et qui occupent le territoire. Plus d'une cinquantaine d'organismes (Annexe I) en font partie, tout comme au-delà d'un millier d'individus. Il s'agit donc d'une coalition qui se veut interprovinciale car cinq provinces sont concernées : l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador.

Le dépôt récent auprès de l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (OCTNLHE) d'un projet de forage sur le site de Old Harry, par Corridor Resources inc., est un pas de plus vers une exploitation pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent. Ce projet inquiète au plus haut point la Coalition Saint-Laurent. De plus, le projet de forage n'est soumis qu'à une évaluation environnementale de type « examen préalable », sans audiences publiques et sans participation citoyenne élargie, ce qui nous apparaît déplorable.

L'étude d'impact qui sera produite par le promoteur doit toutefois répondre à des critères bien précis élaborés dans une « ébauche de document d'orientation » (scoping document). Ce document d'orientation est présentement soumis à l'examen du public et il nous semble important de contribuer, par les commentaires qui suivront, à sa bonification. De cette façon, nous espérons que l'étude d'impact soit tenue d'élargir sa vision afin d'évaluer non seulement les impacts du forage lui-même, mais aussi les impacts de tout déversement majeur sur l'ensemble du golfe du Saint-Laurent.

## 2. - Raison d'être du projet

L'article 16(1) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCÉE) indique le contenu minimal requis dans le cas d'un examen préalable. L'OCTNLHE a toutefois le pouvoir discrétionnaire d'imposer des éléments additionnels et c'est ce qu'il a fait en exigeant la mise en place d'un programme de suivi, élément qui n'est obligatoire que dans le cas d'une

étude approfondie. Dans cette même optique, l'OCTNLHE devrait aussi exiger du promoteur de justifier son projet et d'en expliquer les raisons d'être (art. 16 (2)a, LCÉE), en particulier en regard de l'importance et de la fragilité du milieu d'accueil, le golfe du Saint-Laurent.

- L'évaluation environnementale devrait comprendre une justification du projet de forage et ses raisons d'être en regard de l'importance et de la fragilité du golfe du Saint-Laurent.

### 3. - Portée du projet

Dans la description de projet<sup>1</sup> qu'il a déposée auprès de l'OCTNLHE, le promoteur limite son projet au forage d'un seul puits exploratoire ainsi qu'aux activités connexes requises par le forage de ce puits. Toutefois, toute activité de forage exploratoire peut, éventuellement, mener à un programme de forage plus substantiel et ultimement à l'exploitation du gisement. Le promoteur devrait être tenu d'établir clairement, dans son évaluation environnementale, les étapes pouvant faire suite à son premier forage exploratoire. Sans être décrits dans le détail, les risques associés à la multiplication des forages exploratoires et à la mise en production éventuelle d'un champ pétrolier dans le golfe du Saint-Laurent devraient être abordés dans l'évaluation environnementale. Ceci serait conforme avec l'article 16 (1)a de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* qui requiert que « la réalisation d'autres projets ou activités » soit considérée dans l'évaluation des impacts cumulatifs.

- La portée du projet devrait être étendue afin de considérer les activités susceptibles de faire suite au forage exploratoire, soit la réalisation d'un programme de forage plus exhaustif et la mise en production possible d'un champ pétrolier.

### 4. - Limites spatiales du projet

Le promoteur, dans sa description de projet<sup>2</sup>, limite la zone du projet à un polygone d'à peine 304 km<sup>2</sup>, situé totalement en territoire terre-neuvien et ne fait aucune mention d'une zone d'étude plus vaste. Compte tenu de l'utilisation intensive de l'ensemble du golfe par des communautés issues des cinq provinces riveraines et compte tenu des caractéristiques océanographiques du golfe qui en font un ensemble écologique unique susceptible d'être

---

<sup>1</sup> Corridor Resources inc. 2011. Description de projet – Forage d'un puits d'exploration – Gisement de Old-Harry PP 1105. 47 p.

<sup>2</sup> Ibid.

affecté par tout déversement majeur, limiter l'étude d'impact à ce polygone de 304 km<sup>2</sup> est manifestement trop restreint.

Le golfe du Saint-Laurent est une petite mer intérieure au fonctionnement écologique intégré et qui présente des caractéristiques océanographiques très dynamiques. Tout déversement pétrolier d'importance fera fi des frontières géographiques et risquera de toucher plusieurs provinces côtières. D'ailleurs, une simulation d'un déversement de 10 000 barils par jour, pendant 10 jours, a récemment été réalisée par la Fondation David Suzuki et elle indique clairement que les côtes de plusieurs provinces peuvent être touchées<sup>3</sup> par un tel déversement.

L'ébauche de document d'orientation introduit la notion de « zone d'étude » sur laquelle l'étude d'impact devra se pencher. Toutefois, la délimitation de cette zone d'étude n'est pas adéquatement balisée. Il est demandé au promoteur d'établir lui-même cette zone d'étude (ou zone touchée) en fonction de la modélisation d'un déversement fictif, modélisation qu'il aura à effectuer et dont les balises sont entièrement laissées à sa discrétion (section 5.1). Quelle sera l'importance du déversement fictif utilisé dans la modélisation? Quelle sera sa durée? À quelle période de l'année aura lieu ce déversement fictif? Nous n'avons aucune information sur les paramètres de la modélisation exigée. Compte tenu de ces incertitudes quant à la validité de cette modélisation, la zone d'étude requise pour l'étude d'impact devrait, par précaution, couvrir la totalité du golfe du Saint-Laurent.

- La « zone d'étude » de l'étude d'impact de Corridor devrait s'étendre à la totalité du golfe du Saint-Laurent, particulièrement dans l'analyse des impacts d'un déversement important.

## 5. - Limites temporelles du projet

L'ébauche de document d'orientation mentionne, dans sa version française, que les activités de forage devraient durer de 20 à 40 jours et aucune mention n'est faite de la période de l'année où le forage pourrait être effectué. En revanche, la version anglaise parle plutôt de 20 à **50 jours** et spécifie clairement que les forages pourraient avoir lieu en tout temps de l'année, en fonction des conditions de glace (*may occur year-round depending on ice conditions*). La

---

<sup>3</sup> Fondation David Suzuki. Quels seraient les effets d'un déversement de pétrole dans le golfe du Saint-Laurent. [En ligne] <http://www.davidsuzuki.org/fr/champs-d'intervention/oceans-et-eau-douce/enjeux-et-recherche/planification-marine-et-conservation/quelles-seraient-les-effets-dun-deversement-de-petrole-dans-le-golfe-du-saint-la/> (page consultée le 16 mars 2011).

présence de glace dans le golfe est un facteur de risque majeur et le document d'orientation devrait, à tout le moins, corriger la version française qui est muette sur la possibilité de forer en présence de glaces. De plus, le promoteur devrait décrire de façon précise son calendrier de travaux en fonction de la présence de glace, les risques associés à la présence de glace et les mesures de gestion prises pour y faire face.

- Le promoteur devrait élaborer clairement sur les limites temporelles du projet et plus particulièrement sur la réalisation de travaux en présence de glace, sur les risques associés et sur les mesures de gestion à prendre.

## 6. - Structures et exploitation

L'expérience de Corridor en milieu marin se limite, pour l'instant, à la réalisation de relevés sismiques. La firme ne dispose d'aucune expérience quant à la réalisation de forages en mer, un type d'activité extrêmement complexe et risqué. De toute évidence, le promoteur va faire appel à un sous-traitant pour réaliser le forage. Toutefois, compte tenu de son inexpérience en milieu marin, Corridor sera-t-elle en mesure d'encadrer et de surveiller adéquatement les activités de son sous-traitant?

- L'étude d'impact environnemental devrait spécifier le (ou les) firmes qui seront affectées aux activités de forage en mer et décrire en détail leur expérience en milieu marin.

## 7. - Gestion environnementale

L'ébauche de document d'orientation requiert, du promoteur, la production de « plans d'intervention d'urgence ». Toutefois, les directives sont muettes sur le nombre de ces plans d'urgence, leur nature, leur contenu. Compte tenu des risques inhérents aux opérations pétrolières en milieu marin, il serait impératif de baliser très étroitement la nature et le contenu de ces plans d'urgence et de s'assurer qu'ils mobilisent les meilleurs processus et techniques disponibles. En effet, la Commission nationale d'enquête sur le désastre du golfe du Mexique<sup>4</sup> a mis en lumière que les plans d'urgence en cas de déversement sont souvent désuets aux États-Unis et qu'ils devraient être sérieusement modernisés.

---

<sup>4</sup> *Deep Water – The Gulf Oil Disaster and the Future of Offshore Drilling Report to the President - National Commission on the BP Deepwater Horizon Oil Spill and Offshore Drilling* (January 2011) [en ligne <http://www.oilspillcommission.gov/final-report>], page consultée le 15 mars 2011.

- Le document d'orientation devrait élaborer sur le nombre, la nature et le contenu des plans d'intervention d'urgence exigés du promoteur. Ces plans d'urgence devraient faire appel aux meilleurs processus et techniques disponibles.

## 8. - Zones sensibles

L'ébauche de document d'orientation requiert, à la section 5.2.7, de décrire les « zones sensibles » situées à l'intérieur de la « zone de projet ». Or, cette zone de projet est très restreinte, ne couvrant qu'un polygone de 304 km<sup>2</sup> (environ 18 km x 17 km). Compte tenu des impacts potentiels des opérations pétrolières sur une vaste distance, les zones sensibles devraient être répertoriées et décrites sur un territoire beaucoup plus large, par exemple sur l'ensemble de la zone d'étude, c'est-à-dire le golfe du Saint-Laurent.

De plus, à la section 5.2.13 portant sur les événements accidentels, le document d'orientation ne demande que de décrire la **zone marine** susceptible d'être affectée. Il est essentiel que cette exigence s'étende aussi aux zones terrestres susceptibles d'être affectées. Le littoral, notamment les zones humides, est particulièrement à risque lors de déversements importants et la caractérisation des zones sensibles terrestres est essentielle.

- Le document d'orientation devrait exiger un inventaire des zones sensibles non seulement dans la zone de projet, mais dans l'ensemble de la zone d'étude, incluant les littoraux du golfe.

## 9. - Évaluation des impacts cumulatifs

La *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCÉE) exige de considérer les effets cumulatifs que d'autres projets ou activités peuvent causer à l'environnement en conjonction avec le projet à l'étude (art. 16 (1)a). À cet égard, l'ébauche de document d'orientation propose une série d'activités qui pourraient être considérées. Ces activités sont toutefois définies de façon très restrictive et ne comprennent que les activités pétrolières et gazières présentement en cours d'évaluation environnementale (inscrites au registre public de l'OCTNLHE). Actuellement, dans le golfe du Saint-Laurent, **aucune autre activité** n'est inscrite au registre public. Il y aurait donc lieu d'adopter une définition plus large des activités à considérer quant aux impacts cumulatifs.

Le document *Évaluation des effets cumulatifs - Guide du praticien*<sup>5</sup>, un ouvrage préparé pour l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, propose plutôt une définition étendue qui ne considère pas seulement les actions certaines de se produire. On peut y lire :

« Plusieurs parties intéressées croient de plus en plus qu'il est inacceptable d'adhérer de façon rigide aux exigences minimales de la réglementation (...). Par conséquent, on encourage les praticiens à **examiner les actions raisonnablement prévisibles.** »

Encore plus, l'Énoncé de politique opérationnelle de l'ACÉE *Aborder les effets environnementaux cumulatifs en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* stipule clairement qu'il faut examiner les actions certaines, les actions raisonnablement prévisibles et même, dans certains cas, les actions hypothétiques. Il serait donc tout à fait justifié que l'évaluation des impacts cumulatifs du forage de Corridor considère aussi les activités raisonnablement prévisibles (par ex. le forage de plusieurs autres puits), ou même plus hypothétique comme l'exploitation d'un champ pétrolier dans le golfe du Saint-Laurent.

- Dans son étude des effets cumulatifs, le promoteur devrait considérer les activités raisonnablement prévisibles (par ex. un programme de forage comportant de nombreux puits), ou même plus hypothétique comme l'exploitation éventuelle d'un champ pétrolier dans le golfe du Saint-Laurent.

## 10. - Consultation publique

Les préoccupations exprimées face au projet de forage exploratoire sont importantes et proviennent de toutes les provinces côtières du golfe. D'ailleurs, l'annexe II présente un répertoire non exhaustif des organismes demandant un moratoire sur les activités pétrolières dans le golfe du Saint-Laurent. Il nous apparaît donc essentiel que la consultation requise de la part de Corridor dans le cadre de son étude d'impact soit la plus vaste possible. Ceci est d'autant plus important que les consultations publiques réalisées dans le cadre de l'Évaluation environnementale stratégique (2005-2007)<sup>6,7</sup> ont été strictement limitées au territoire terre-neuvien et n'ont pas abordé les préoccupations des autres provinces riveraines du golfe.

---

<sup>5</sup> Hegmann, G. et al. 1999. *Évaluation des effets cumulatifs, Guide du praticien* rédigé par AXYS Environmental Consulting Ltd. et le groupe de travail sur l'évaluation des effets cumulatifs à l'intention de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, Hull (Québec).

<sup>6</sup> LGL Ltd. 2005. *Western Newfoundland and Labrador Offshore Area Strategic Environmental Assessment*. LGL Rep. SA8858. Rep. by LGL Limited, Oceans Limited, Canning & Pitt Ass. Inc. and PAL Environmental Services for Canada-Newfoundland and Labrador Offshore Petroleum Board. 335 p. + ann.



- Le document d'orientation devrait baliser plus étroitement la consultation publique qui est requise du promoteur dans le cadre de son étude d'impact et exiger, en plus des groupes déjà ciblés dans la description de projet, les parties prenantes suivantes :
  - Les gouvernements de toutes les provinces potentiellement affectées par un déversement pétrolier majeur (Québec, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard);
  - Les représentants des Premières Nations concernées;
  - Les associations touristiques;
  - Les associations de pêcheurs de toutes les provinces concernées, incluant les associations de chasseurs de phoques;
  - Tout autre socioprofessionnel dont l'activité dépend de l'intégrité écologique du golfe;
  - Les organisations non gouvernementales en environnement (ONGEs).

Compte tenu de l'ampleur des problématiques environnementales reliées à l'exploration et à l'exploitation pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent et compte tenu des nombreuses préoccupations ressenties par les populations limitrophes du golfe, nous croyons que la consultation menée par le promoteur ne sera pas suffisante. Les énormes enjeux sociaux et environnementaux justifient la tenue d'une commission en vertu de l'article 20 de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCÉE). Seule une telle commission permettrait un véritable examen public du projet et une véritable participation citoyenne.

## 11. - Conclusion

Les activités pétrolières dans le golfe du Saint-Laurent, et plus particulièrement le projet de forage exploratoire de Corridor, suscitent énormément d'inquiétudes dans la population. Ces préoccupations ont donné lieu, au Québec, à la tenue d'une évaluation environnementale stratégique dont le rapport final sera rendu public à l'automne 2012. Ces inquiétudes ont même eu un écho à l'Assemblée nationale du Québec alors qu'une motion unanime a été votée le 20 octobre 2010<sup>8</sup> demandant aux gouvernements du Canada, de Terre-Neuve et à l'OCTNHE de

---

<sup>7</sup> LGL Ltd. 2007. Western Newfoundland and Labrador Offshore Area Strategic Environmental Assessment Amendment. LGL Rep. SA941. Rep. by LGL Limited, Oceans Limited, Canning & Pitt Associates, Inc. and PAL Environmental Services for Canada-Newfoundland and Labrador Offshore Petroleum Board. 62 p. + ann.

<sup>8</sup> [http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/assemblee-nationale/39-1/journal-debats/20101020/24663.html#\\_Toc275432830](http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/assemblee-nationale/39-1/journal-debats/20101020/24663.html#_Toc275432830)

suspendre toute autorisation en cours sur la structure de Old Harry et de cesser toute nouvelle émission de permis.

Malgré ces inquiétudes et à cause d'un changement réglementaire survenu en 2005, le projet de forage exploratoire de Corridor n'est soumis qu'à un examen préalable. Le document d'orientation démontre de timides changements permettant une meilleure participation citoyenne au processus d'évaluation environnementale, mais la Coalition Saint-Laurent estime que c'est nettement insuffisant. Seule une évaluation environnementale sous la forme d'une commission, en vertu de l'article 20 de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCÉE), permettrait d'évaluer adéquatement le projet tout en favorisant une participation citoyenne réellement représentative.

## Annexe I

---

### Liste des organismes membres de la Coalition Saint-Laurent

#### Comité d'orientation

- Attention FragÎles
- Fondation David Suzuki
- Nature Québec
- Société pour la nature et les parcs du Canada, Section Québec (SNAP Québec)

#### Membres réguliers

- Amphibia-Nature
- Association Canadienne des Médecins pour l'Environnement
- Association des chasseurs de phoques des Îles de la Madeleine (ACPIM)
- Association des retraités et des retraitées de l'éducation et des autres services publics du Québec CSQ (AREQ)
- Association étudiante du Centre d'Études collégiales des Îles-de-la-Madeleine
- Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB)
- Association of Inshore Fishermen of the Magdalen Islands (AIFMI)
- Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)
- Bepop et cie
- Canadian Parks and Wilderness Society, New Brunswick Chapter (CPAWS-NB)
- Canadian Parks and Wilderness Society, Nova Scotia Chapter (CPAWS-NS)
- Comité Action Civique (C'est Assez!)
- Conseil Régional de l'Environnement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CREGÎM)
- Conservation Council of New Brunswick (CCNB)
- Corporation de Développement communautaire Unîle
- Corporation des propriétaires de l'île pour la protection de l'île Verte (CPICIV)
- Crevettes du Golfe inc.

- Croisières Baie de Gaspé
- Ecology Action Centre
- Fédération québécoise du canot et du kayak
- Ferme Au goût d'autrefois
- Fondation Québécoise des Énergies Renouvelables
- Fondation Rivières
- Goélette Grosse-Île
- Greenpeace Canada (Bureau Québec)
- Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL)
- Journal Le Mouton NOIR, les Éditions du berger blanc
- La Mouvée
- Les Amis de la Vallée du Saint-Laurent (AVSL)
- Les Ami(e)s du Richelieu
- Mairesse de la Municipalité de Grosse-Île
- Madelinots en Alerte
- Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire (MSQN)
- MRC du Haut-Saint-Laurent
- Municipalité du village d'Abercorn
- Onkwehshon A Conseil Métis
- Professionnel-le-s de la Santé pour la Survie Mondiale
- Quebec-Labrador Foundation
- Québec Solidaire
- Save our Seas and Shores Coalition
- Sierra Club, section Québec
- Société de conservation des Îles-de-la-Madeleine (SCÎM)
- Station de recherche des îles Mingan (MICS)
- Vert et mer
- Webothèque.

## Annexe II

---

### Liste des organismes qui demandent l'instauration d'un moratoire sur les activités pétrolières dans l'ensemble du golfe du Saint-Laurent

- Association des chasseurs de phoques des Îles de la Madeleine (ACPIM)
- Association étudiante du Centre d'études collégiales des Îles
- Association of Inshore Fishermen of the Magdalen Islands (AIFMI)
- Attention FragÎles
- Conseil d'agglomération des Îles-de-la-Madeleine
- Corporation de Développement communautaire Unîle
- Goélette Grosse-Île
- Madelinots en alerte
- Municipalité de Grosse-Île
- Regroupement des Pêcheurs Professionnels des Îles (RPPIM)
- Regroupement des pêcheurs Palangrier Unique des Îles-de-la-Madeleine (RPPUM)
- SADC des Îles
- Société de conservation des Îles-de-la-Madeleine (SCÎM)
- Tourisme Îles-de-la-Madeleine
- Vert et Mer
- Amphibia-Nature
- Association Canadienne des Médecins pour l'Environnement
- Association des retraités et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ)
- Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)
- Comité Action Civique (C'est Assez!)
- Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (CRE-GIM)
- Conseil central de la CSN, Gaspésie-les Îles
- Conseil régional de l'Environnement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CREGÎM)
- CPICIV (Corporation des propriétaire de l'île pour la protection de l'île Verte)
- Crevettes du Golfe inc.
- Croisières baie de Gaspé
- Fédération québécoise des municipalités (FQM)
- Fédération québécoise du canot et du kayak
- Fondation David Suzuki
- Fondation Québécoise des Énergies Renouvelables
- Fondation Rivières
- Greenpeace Québec
- Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL)
- Journal le Mouton NOIR, les éditios du berger blanc.
- Les Amis de la Vallée du Saint-Laurent (AVSL)
- Les Ami(e)s du Richelieu
- Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire (MSQN)
- MRC de Bonaventure
- MRC du Haut-Saint-Laurent
- Municipalité du Village d'Abbercorn
- Non à une marée noire
- Professionnel-le-s de la Santé pour la Survie Mondiale
- Quebec-Labrador Foundation
- Québec Solidaire

- Sierra Club (Section Québec)
- SNAP Québec
- Station de recherche des îles Mingan (MICS)
- Stratégies Saint-Laurent et la Commission des comités de zones d'intervention prioritaire (Comités ZIP) en zone marine (Saguenay, de la rive nord de l'estuaire, du Sud-de-l'Estuaire, Côte-Nord du Golfe, Baie des Chaleurs et Îles-de-la-Madeleine)
- Table jeunesse de la Matanie
- Tables jeunesse du Témiscouata, de la Matapédia, Rimouski-Neigette, Matane, Les Basques et Kamouraska
- Green Party Leader and Save our Seas and Shores (SOS) Coalition
- Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB)
- Atlantic Salmon Federation, NB
- Conservation Council of New Brunswick (CCNB)
- Canadian Parks and Wilderness Society, Nova Scotia Chapter (CPAWS- NS)
- Canadian Parks and Wilderness Society, Newfoundland Chapter (CPAWS- NL)
- Dr. Irene Novaczek, Earth Action, PEI
- Dr Peter G. Wells, Chair, Bay of Fundy Ecosystem Partnership (BoFEP)
- Ecology Action Centre, Halifax, NS
- Environmental Health Association of Nova Scotia (EHANS), NS
- Executive of the Natural History Society of Newfoundland and Labrador
- Friends of Covehead and Brackley Bays Watershed Group of PEI  
Friends of the Pugwash Estuary, NS
- Gulf Nova Scotia Bonafide Fishermen's Organization, NS
- Gulf Nova Scotia Fishermen's Coalition, NS
- Gulf NS Herring Federation, NS
- Harvey Area Water and Air Quality Committee, NB
- Hillsborough River Association, PEI
- Ingrid Cottenden, Program Secretary, College of Sustainability, Dalhousie Univ., Hfx, NS
- Maliseet Nations Conservation Council, NB
- Margaree Environmental Assn, Cape Breton, NS
- Maritime Fishermen's Union (MFU)-Union des Pêcheurs des Maritimes (UPM), NB
- Mike McGeoghegan, President, PEI Fishermen's Ass'n (PEIFA), PEI
- Ministre de l'environnement de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Richard Brown
- Northumberland Fishermen's Association, NS
- Patty Donovan, Campaign Pesticide Reduction, NB
- Petitcodiac Watershed Alliance/Alliance du Bassin Versant Petitcodiac, NB
- Pictou County Watershed Coalition, NS
- Pisquid River Enhancement Project, PEI
- Save our Seas and Shores Coalition (SOS Coalition)
- Sierra Club, Atlantic Chapters of NS, NB, PEI, and NL
- Sunrise Trail Community Development Coop, NS
- The P.E.I. Fishermen's Association
- Victoria Reed, College of Sustainability, Dalhousie University, NS

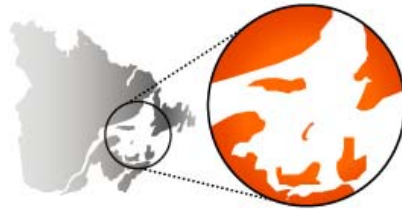
---

Coalition Saint-Laurent <http://www.coalitionsaintlaurent.ca/>

Commentaires présentés à l'OCTNLHE dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet de forage exploratoire de Corridor Resources dans le golfe du Saint-Laurent

- Wheatley River (watershed) Improvement Coalition (WRIG), PEI
- Laura Lambie, Young Naturalists Club of Nova Scotia
- Union internationale de la conservation de la nature (UICN)
- World Wildlife Fund Canada (WWF-Canada)
- Le Conseil des Canadiens (The Council of Canadians)
- Sierra Club
- Les Inuits – Canada’s northern peoples (Arctique)
- Greenpeace (opposition à l’exploration et à l’exploitation des hydrocarbures)

ST-LAWRENCE  
**COALITION**  
SAINT-LAURENT



PÉTROLE ET GAZ  
POUR UN  
MORATOIRE  
DANS LE GOLFE

Comments on the draft scoping document  
part of the environmental assessment of the

**Drilling of an exploratory well by Corridor Resources inc.  
on the Old Harry prospect in the Gulf of St. Lawrence**

presented to the

**Canada-Newfoundland and Labrador  
Offshore Petroleum Board  
(C-NLOPB)**

by

**The St. Lawrence Coalition**

Author :  
Sylvain Archambault  
Société pour la nature et les parcs du Canada, section Québec (SNAP Québec)  
March 28 2011

## **Foreword**

---

Following the March 12 2009 tragedy when a transport helicopter crashed and killed 17 workers in the Atlantic, the Wells report severely criticized the governance structure of the Canada-Newfoundland and Labrador Offshore Petroleum Board (C-NLOPB). Commissioner Wells believes that the management of "production" and "security" aspects by the same regulatory board can lead to conflicts. He thus calls, in what he describes as the most important recommendation of his report, for the formation of a totally independent regulatory structure that will be responsible for all workers and environment security aspects.

In consequence, the St. Lawrence Coalition believes that the C-NLOPB, as long as it functions under its old governance structure, does not have the necessary moral legitimacy to act as responsible authority (RA) in the environmental assessments required by the *Canadian Environmental Assessment Act*.

However, considering the importance of social and environmental issues linked to exploration and exploitation of oil and gas in the Gulf of St. Lawrence and given the immense preoccupations of the population, we believe it is very important to participate in the current environmental assessment process.

The involvement of the St. Lawrence Coalition in this public consultation on the scoping document for the Corridor Resources exploratory drilling project should in no way be interpreted as an approbation of the role of the C-NLOPB as responsible authority.



## **Introduction**

The St. Lawrence Coalition (<http://www.coalitionsaintlaurent.ca/>) was created to convince the authorities to declare without delay a moratorium on oil and gas exploration/exploitation in the totality of the Gulf of St. Lawrence. The Coalition's goal is to rally, over this common position, the communities that live around the Gulf of St. Lawrence and depend on its various renewable natural resources. More than fifty groups adhere to the Coalition as well as over a thousand individuals. It is a coalition that strives to be interprovincial because five provinces are directly concerned by the future of the Gulf: Prince Edward Island, New Brunswick, Nova Scotia, Quebec and Newfoundland and Labrador.

Corridor Resources Inc. recently filed a proposal with the C-NLOPB for exploratory drilling at the site of Old Harry, halfway between Québec and Newfoundland and Labrador, and this project is a step further on the way to the exploitation of oil and gas in the Gulf. The St. Lawrence coalition is very concerned by this project. Moreover, this exploratory drilling project is only subjected to a screening-type environmental assessment, without public hearings and full public participation, an unacceptable situation.

The environmental impact study produced by the promoter has to conform to very specific criterias outlined in the "draft scoping document". This document is currently under public review and we think it is important, by the following comments, to try to make the frame of the impact study more stringent. In this way, the scope of the impact study should be extended to evaluate not only the impacts of the exploratory drilling, but also to consider the impacts of any large spill on the totality of the Gulf of St. Lawrence.

### **1. - Project justification**

Section 16(1) of the *Canadian Environmental Assessment Act* (CEAA) lists the minimal requirements for a screening type environmental assessment. The C-NLOPB, however, has the discretionary power to impose additionnal elements. It did just that by requiring a follow-up program, a requirement that is mandatory only in the case of a comprehensive study. In the same way, the C-NLOPB should require of the promoter a full justification of the project (section 16(2)a, CEAA), particularly in regard to the importance and fragility of the Gulf of St. Lawrence.

- The environmental impact study should include a full justification of the drilling project, particularly in regard to the importance and fragility of the Gulf of St. Lawrence.

## 2. - Scope of the projet

In its projet description<sup>1</sup> filed with the C-NLOPB, Corridor limits its project to the drilling of a single well and to the support activities required by this drilling. However, any drilling activity can lead, eventually, to a full scale drilling program and even to exploitation of an oil/gas field. The promoter should be asked to clearly establish, in its impact study, the steps that could logically follow a first exploratory well. The risks associated with the multiplication of exploratory drillings and the eventual production phase of an oil field in the Gulf should be considered in the environmental assessment. This would be in line with section 16 (1)a of the *Canadian Environmental Assessment Act* which requires “*the project in combination with other projects or activities that have been or will be carried out*” to be considered in the evaluation of cumulative impacts.

- The scope of the project should be extended to include activities likely to be performed following the exploratory well, such as a more extensive drilling program or the possible exploitation of an oil/gas field.

## 3. - Spatial boundaries of the project

Corridor, in its description of the project<sup>2</sup>, limits the project zone to a polygon of barely 304 km<sup>2</sup>, located entirely in Newfoundland waters and no mention is made of a larger study area. Given the intensive use of the Gulf by coastal communities from five provinces and given the oceanographic characteristics of the Gulf that make it an integrated ecosystem likely to be affected by any major spill, restricting the impact study to a 304 km<sup>2</sup> polygon is clearly insufficient.

The Gulf of St. Lawrence is a small inland sea with very dynamic oceanographic characteristics and conditions are very different from the open Atlantic Ocean. Any major oil spill will show little consideration to political boundaries and is likely to affect many coastal

---

<sup>1</sup> Corridor Resources inc. 2011. Description de projet – Forage d’un puits d’exploration – Gisement de Old-Harry PP 1105. 47 p.

<sup>2</sup> Ibid.

provinces. In that respect, a simulation of a 10 day, 10 000 barrels/day spill was recently modeled by the David Suzuki Foundation and it clearly indicates that the coasts of many provinces can be affected by such a spill.

The draft scoping document introduces the notion of "study zone" that must be considered in the evaluation of project impacts. However, the drawing of this zone by the promoter is not adequately framed. The promoter is asked to decide by himself the size of the study area (or affected area) based on the results of the modeling of a fictitious oil spill that he will perform. The framing of this simulation is left entirely to Corridor (section 5.1). How many barrels will be spilled in the simulation? During how many days? In what period of the year? None of the parameters of the required simulation are specified. Given the uncertainties surrounding this simulation, the required study zone in the impact study should, by precaution, be set as large as possible, even as large as the Gulf of St. Lawrence itself.

- The study zone in Corridor's impact study should cover the totality of the Gulf of St. Lawrence, particularly in the analysis of the effects of a major spill.

#### **4. - Temporal boundaries of the project**

The draft scoping document is not consistent, in its english and french versions, concerning the timing of the drilling period. In french, it is said to last from 20 to 40 days and no mention is made to the possibility of there being ice. In contrast, the english version mentions a period of 20 to 50 days and clearly says that drilling could occur year-round (*may occur year-round depending on ice conditions*).

The occurrence of ice in the Gulf is a major risk factor and the scoping document should, at the very least, correct the french version which is mute on the possibility of drilling in ice conditions. Moreover, Corridor should be asked to describe precisely its work calendar according to the probability of ice conditions, the risks associated to drilling in ice conditions and the measures taken to prevent accidents.

- The promoter should elaborate clearly on the temporal limits of the project, on the possibility of drilling in the presence of ice, on the risks associated to that possibility and on the measures taken to prevent accidents.

## 5. - Structures and exploitation

The past experience of Corridor in offshore environments is limited to seismic work. The Company has no experience in offshore well drilling, a type of activity extremely complex and risky. In all probability, the promoter will sub-contract a more experienced firm to perform the offshore drilling. Given the limited experience of Corridor, a junior exploration company, how will it be able to adequately supervise the activities of its subcontractor?

- The impact study should specify the companies that will perform the offshore drilling and describe in detail their past experience and safety record in marine environments.

## 6. - Environnemental management

The draft scoping document requires of Corridor to produce "emergency response plans". However, the scoping document is mute on the number, the type or the content of those emergency response plans. Considering the enormous risks inherent to oil and gas activities in marine environments, it is essential to frame very closely the nature and content of these emergency plans and to make sure they use the best available techniques. As a matter of fact, the National Commission on the BP Deepwater Horizon oil spill has shown that emergency plans in the case of spills, in the United-States, are obsolete and in serious need of review.

- The scoping document should elaborate on the emergency response plans asked of the promoter, their nature and their content. The emergency plans should use the best available processes and techniques.

## 7. - Sensitive areas

The draft scoping document requires (section 5.2.7) that the promoter characterize the sensitive areas inside the project area. However, this project area is very small and is described as covering only 304 km<sup>2</sup> (approximately 18 km x 17 km). Given the potential impact of oil and gas operations on a vast territory, the sensitive areas should be identified over a much larger area, preferably over the complete study area which, in our view, should extend to the whole Gulf of St. Lawrence.

In addition, in section 5.2.13 concerning the accidental events, the scoping document asks to describe only the **marine area** potentially affected by an accidental spill. It is essential that this zone be also extended to coastal land areas that can be affected. The littoral, and particularly

coastal wetlands, are at risk in the event of a spill and it is essential to consider them in the impact study.

- The scoping document should require an inventory of sensitive areas, not only in the project area, but also in the complete study area, including the littorals of the Gulf.

## 8. - Cumulative effects evaluation

The *Canadian Environmental Assessment Act* requires to consider the cumulative effects that other projects or activities can cause to the environment in conjunction to the project under evaluation (sect. 16(1)a). To that effect, the draft scoping document lists a series of activities that could be considered. These activities are however described in a very restrictive way and include only the oil and gas activities currently under evaluation (listed in the public registry of the C-NLOPB). This is extremely restrictive because, presently, no other oil and gas activity is listed in the registry for the Gulf of St. Lawrence. It is essential to adopt a larger definition for the activities to be included in a cumulative effects evaluation.

The document *Cumulative Effects Practitioner's Guide*<sup>3</sup>, prepared for the Canadian Environmental Assessment Agency proposes a much larger definition that considers not only the actions absolutely certain to happen. We can read :

« Rigid adherence to minimum regulatory requirement however is increasingly becoming unacceptable to many stakeholders (...). Practitioners are therefore encouraged to consider the opportunity to also **include reasonably foreseeable actions.** »

In addition, the Operational Policy Statement: *Addressing Cumulative Environmental Effects under the Canadian Environmental Assessment Act* clearly states that the cumulative effects evaluation must consider actions certain to happen, reasonably foreseeable ones and even, in certain cases hypothetical ones. It would thus be entirely justified that the Corridor drilling cumulative impact evaluation consider reasonably foreseeable actions such as an expanded drilling program, or even hypothetical ones such as the exploitation of an oil field in the Gulf of St. Lawrence.

---

<sup>3</sup> Hegmann, G. et al. 1999. *Évaluation des effets cumulatifs, Guide du praticien* rédigé par AXYS Environmental Consulting Ltd. et le groupe de travail sur l'évaluation des effets cumulatifs à l'intention de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, Hull (Québec).

- In its cumulative impact evaluation, the promoter should be required to consider reasonably foreseeable activities, such as an expanded drilling program, or even hypothetical actions such as the exploitation of an oil field in the Gulf of St. Lawrence.

## 9. - Public consultation

Preoccupations expressed for the Corridor exploratory drilling project are numerous and come from all coastal provinces. Annex II presents a partial list of groups that are asking for a moratorium on oil and gas activities in the Gulf of St. Lawrence. It thus seems essential that the public consultation of the Corridor exploratory drilling project be as vast as possible. This is particularly important since the Strategic Environmental Assessment (SEA) and its amendment that were performed in Newfoundland's portion of the Gulf had very limited public consultations, and that consultations were restricted to Newfoundland, without considering the preoccupations of other coastal provinces<sup>4,5</sup>.

- The scoping document should frame more closely the public consultation that the promoter is required to do as part of his impact study. It should require, in addition to the groups already mentioned in the scoping document, consultation of the following stakeholders :
  - Governments of all provinces potentially affected by a major oil spill (Québec, Newfoundland and Labrador, New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island);
  - Representatives from concerned First Nations;
  - Tourist associations;
  - Fishermen associations from all provinces including seal hunters;
  - Any other socioprofessional group whose activity depends on the ecological integrity of the Gulf;
  - Non governmental environmental organisations.

Considering the magnitude of environmental problems related to oil/gas exploration and exploitation in the Gulf of St. Lawrence, and considering the importance of preoccupations expressed by the coastal population, we believe that this consultation driven by the promoter

---

<sup>4</sup> LGL Ltd. 2005. Western Newfoundland and Labrador Offshore Area Strategic Environmental Assessment. LGL Rep. SA8858. Rep. by LGL Limited, Oceans Limited, Canning & Pitt Ass. Inc. and PAL Environmental Services for Canada-Newfoundland and Labrador Offshore Petroleum Board. 335 p. + ann.

<sup>5</sup> LGL Ltd. 2007. Western Newfoundland and Labrador Offshore Area Strategic Environmental Assessment Amendment. LGL Rep. SA941. Rep. by LGL Limited, Oceans Limited, Canning & Pitt Associates, Inc. and PAL Environmental Services for Canada-Newfoundland and Labrador Offshore Petroleum Board. 62 p. + ann.

himself is insufficient. The huge social and environmental issues justify the setting up of a commission in virtue of section 20 of the *Canadian Environmental Assessment Act*. Only such a commission would allow a real public scrutiny of the project and a real citizen participation.

## 10. - Conclusion

The perspective of oil and gas development in the Gulf, particularly the current Corridor drilling project, generates enormous apprehensions in the population. These apprehensions led to a strategic environmental assessment in the Quebec portion of the Gulf, an assessment for which the final report is due in the Fall of 2012. These concerns even had an echo in the Quebec National Assembly where a unanimous motion voted on October 20 2010 asked the governments of Canada, Newfoundland as well as the C-NLOPB to suspend all active authorizations on the Old Harry structure and to cease the issuing of new permits. Finally, over 90 groups including fishermen associations, municipalities, First Nations, scientists, environmental organizations, are currently calling for a moratorium on oil and gas development in the Gulf (Annex II).

Despite all these concerns and fears, and because of a regulatory modification in 2005, the Corridor drilling program is only submitted to a screening process and not to a comprehensive study. The scoping document shows a few timid changes to permit better public participation in the environmental assessment process, but the St. Lawrence Coalition thinks that it is clearly insufficient.

Considering that the C-NLOPB, under its current structure, has lost the legitimacy to act as representative authority, we believe only an independent panel should oversee this environmental assessment. Only an environmental assessment under the form of a commission, in virtue of section 20 of the *Canadian Environmental Assessment Act* would permit an adequate evaluation of the project while favouring a really representative public participation.

## Annexe I

---

### List of group members of the St. Lawrence Coalition

#### Steering committee

- Attention FragÎles
- Fondation David Suzuki
- Nature Québec
- Société pour la nature et les parcs du Canada, Section Québec (SNAP Québec)

#### Regular members

- Amphibia-Nature
- Association Canadienne des Médecins pour l'Environnement
- Association des chasseurs de phoques des Îles de la Madeleine (ACPIM)
- Association des retraités et des retraitées de l'éducation et des autres services publics du Québec CSQ (AREQ)
- Association étudiante du Centre d'Études collégiales des Îles-de-la-Madeleine
- Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB)
- Association of Inshore Fishermen of the Magdalen Islands (AIFMI)
- Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)
- Bepop et cie
- Canadian Parks and Wilderness Society, New Brunswick Chapter (CPAWS-NB)
- Canadian Parks and Wilderness Society, Nova Scotia Chapter (CPAWS-NS)
- Comité Action Civique (C'est Assez!)
- Conseil Régional de l'Environnement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CREGÎM)
- Conservation Council of New Brunswick (CCNB)
- Corporation de Développement communautaire Unîle
- Corporation des propriétaires de l'île pour la protection de l'île Verte (CPICIV)
- Crevettes du Golfe inc.
- Croisières Baie de Gaspé
- Ecology Action Centre
- Fédération québécoise du canot et du kayak
- Ferme Au goût d'autrefois
- Fondation Québécoise des Énergies Renouvelables
- Fondation Rivières
- Goélette Grosse-Île
- Greenpeace Canada (Bureau Québec)
- Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL)
- Journal Le Mouton NOIR, les Éditions du berger blanc
- La Mouvée
- Les Amis de la Vallée du Saint-Laurent (AVSL)
- Les Ami(e)s du Richelieu
- Mairesse de la Municipalité de Grosse-Île
- Madelinots en Alerte
- Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire (MSQN)
- MRC du Haut-Saint-Laurent
- Municipalité du village d'Abercorn
- Onkwehshon A Conseil Métis
- Professionnel-le-s de la Santé pour la Survie Mondiale
- Quebec-Labrador Foundation
- Québec Solidaire
- Save our Seas and Shores Coalition
- Sierra Club, section Québec
- Société de conservation des Îles-de-la-Madeleine (SCÎM)
- Station de recherche des îles Mingan (MICS)
- Vert et mer
- Webothèque.



## Annexe II

---

List of groups asking for a moratorium on oil and gas activities in the totality of the Gulf of St. Lawrence

- Association des chasseurs de phoques des Îles de la Madeleine (ACPIM)
- Association étudiante du Centre d'études collégiales des Îles
- Association of Inshore Fishermen of the Magdalen Islands (AIFMI)
- Attention FragÎles
- Conseil d'agglomération des Îles-de-la-Madeleine
- Corporation de Développement communautaire Unîle
- Goélette Grosse-Île
- Madelinots en alerte
- Municipalité de Grosse-Île
- Regroupement des Pêcheurs Professionnels des Îles (RPPIM)
- Regroupement des pêcheurs Palangrier Unique des Îles-de-la-Madeleine (RPPUM)
- SADC des Îles
- Société de conservation des Îles-de-la-Madeleine (SCÎM)
- Tourisme Îles-de-la-Madeleine
- Vert et Mer
- Amphibia-Nature
- Association Canadienne des Médecins pour l'Environnement
- Association des retraités et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ)
- Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)
- Comité Action Civique (C'est Assez!)
- Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (CRE-GIM)
- Conseil central de la CSN, Gaspésie-les Îles
- Conseil régional de l'Environnement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CREGÎM)
- CPICIV (Corporation des propriétaire de l'île pour la protection de l'île Verte)
- Crevettes du Golfe inc.
- Croisières baie de Gaspé
- Fédération québécoise des municipalités (FQM)
- Fédération québécoise du canot et du kayak
- Fondation David Suzuki
- Fondation Québécoise des Énergies Renouvelables
- Fondation Rivières
- Greenpeace Québec
- Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL)
- Journal le Mouton NOIR, les éditios du berger blanc.
- Les Amis de la Vallée du Saint-Laurent (AVSL)
- Les Ami(e)s du Richelieu
- Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire (MSQN)
- MRC de Bonaventure
- MRC du Haut-Saint-Laurent
- Municipalité du Village d'Abbercorn
- Non à une marée noire
- Professionnel-le-s de la Santé pour la Survie Mondiale
- Quebec-Labrador Foundation
- Québec Solidaire

- Sierra Club (Section Québec)
- SNAP Québec
- Station de recherche des îles Mingan (MICS)
- Stratégies Saint-Laurent et la Commission des comités de zones d'intervention prioritaire (Comités ZIP) en zone marine (Saguenay, de la rive nord de l'estuaire, du Sud-de-l'Estuaire, Côte-Nord du Golfe, Baie des Chaleurs et Îles-de-la-Madeleine)
- Table jeunesse de la Matanie
- Tables jeunesse du Témiscouata, de la Matapédia, Rimouski-Neigette, Matane, Les Basques et Kamouraska
- Green Party Leader and Save our Seas and Shores (SOS) Coalition
- Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB)
- Atlantic Salmon Federation, NB
- Conservation Council of New Brunswick (CCNB)
- Canadian Parks and Wilderness Society, Nova Scotia Chapter (CPAWS- NS)
- Canadian Parks and Wilderness Society, Newfoundland Chapter (CPAWS- NL)
- Dr. Irene Novaczek, Earth Action, PEI
- Dr Peter G. Wells, Chair, Bay of Fundy Ecosystem Partnership (BoFEP)
- Ecology Action Centre, Halifax, NS
- Environmental Health Association of Nova Scotia (EHANS), NS
- Executive of the Natural History Society of Newfoundland and Labrador
- Friends of Covehead and Brackley Bays Watershed Group of PEI  
Friends of the Pugwash Estuary, NS
- Gulf Nova Scotia Bonafide Fishermen's Organization, NS
- Gulf Nova Scotia Fishermen's Coalition, NS
- Gulf NS Herring Federation, NS
- Harvey Area Water and Air Quality Committee, NB
- Hillsborough River Association, PEI
- Ingrid Cottenden, Program Secretary, College of Sustainability, Dalhousie Univ., Hfx, NS
- Maliseet Nations Conservation Council, NB
- Margaree Environmental Assn, Cape Breton, NS
- Maritime Fishermen's Union (MFU)-Union des Pêcheurs des Maritimes (UPM), NB
- Mike McGeoghegan, President, PEI Fishermen's Ass'n (PEIFA), PEI
- Ministre de l'environnement de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Richard Brown
- Northumberland Fishermen's Association, NS
- Patty Donovan, Campaign Pesticide Reduction, NB
- Petitcodiac Watershed Alliance/Alliance du Bassin Versant Petitcodiac, NB
- Pictou County Watershed Coalition, NS
- Pisquid River Enhancement Project, PEI
- Save our Seas and Shores Coalition (SOS Coalition)
- Sierra Club, Atlantic Chapters of NS, NB, PEI, and NL
- Sunrise Trail Community Development Coop, NS
- The P.E.I. Fishermen's Association
- Victoria Reed, College of Sustainability, Dalhousie University, NS

- Wheatley River (watershed) Improvement Coalition (WRIG), PEI
- Laura Lambie, Young Naturalists Club of Nova Scotia
- Union internationale de la conservation de la nature (UICN)
- World Wildlife Fund Canada (WWF-Canada)
- Le Conseil des Canadiens (The Council of Canadians)
- Sierra Club
- Les Inuits – Canada’s northern peoples (Arctique)
- Greenpeace (opposition à l’exploration et à l’exploitation des hydrocarbures)